

Rentrée parlementaire à Québec Le SISP émet des orientations

Le 9 mars dernier, à la veille de la rentrée parlementaire, les leaders syndicaux du Secrétariat intersyndical des services publics (SISP), dont la présidente de la FIQ, ont rendu publique une importante déclaration en réponse à la crise financière, devenue une crise économique et une crise de justice sociale. Cette déclaration, intitulée *De la parole aux gestes*, contient des orientations claires et essentielles pour remettre le Québec sur les rails. Le SISP réclame du gouvernement du Québec qu'il axe ses efforts sur le développement durable, le partage de la richesse collective et l'amélioration de l'accès à des services publics de qualité. Les revendications pour la prochaine session parlementaire ont trait à six domaines d'intervention. Pour en savoir plus : <www.sisp.qc.net>

Rencontre avec le ministre Bolduc Des garanties insuffisantes

La rencontre d'urgence sollicitée par le SISP avec le ministre de la Santé et des Services sociaux, Yves Bolduc, a eu lieu le 9 mars dernier. Les échanges et l'information recueillie n'ont pas permis d'atténuer les préoccupations du SISP relativement à la privatisa-

tion du système de santé québécois. Le SISP a donc déposé, à la suite de cette rencontre, une requête en nullité à la Cour supérieure afin de faire déclarer illégal le Règlement sur les traitements médicaux spécialisés dispensés dans un centre médical spécialisé. Le règlement visé par la requête permet, en plus des chirurgies de la hanche, du genou et de la cataracte, d'effectuer plus d'une cinquantaine de chirurgies dans des centres médicaux spécialisés privés. Pour le SISP, ce règlement va au-delà de ce qui est permis par la Loi sur les services de santé et les services sociaux (LSSSS) ainsi que par la Loi 33. Le dépôt de cette requête vise à presser le gouvernement du Québec de cesser la légitimation du secteur privé.

Clôture de la Commission de la condition de la femme de l'ONU

Depuis l'ouverture de la 53^e session de la Commission de la condition de la femme (CCF) de l'ONU, les États membres et les organisations non gouvernementales présentes ont travaillé d'arrache-pied pour mettre de l'avant des amendements aux conclusions proposées, dans certains cas, pour que celles-ci protègent mieux les droits des femmes à l'égalité et, dans d'autres cas, pour limiter leurs obligations en cette matière. Après deux semaines de débats et de lobbying intensifs, les conclusions concertées ont été adoptées par consensus le 13 mars dernier. En large partie grâce aux pressions de la société civile, celles-ci offrent au mouvement des femmes et aux organisations de la société civile un levier pour obliger les gouvernements à respecter leurs obligations en matière de partage des responsabilités entre femmes et hommes.



La délégation du caucus syndical, composé de l'Internationale des Services Publics (ISP), de l'Internationale de l'Éducation (IE) et de la Confédération Syndicale Internationale (CSI), présente à la 53^e session de la CCF de l'ONU.

« Femmes, eau, travail, santé »

L'Internationale des Services Publics (ISP), dont la FIQ est membre, organise une campagne internationale intitulée *Femmes, eau, travail, santé*. Trois journées de mobilisation ont été ciblées. La première était le 8 mars, Journée internationale de la femme. Les deux prochaines sont le 22 mars, Journée mondiale de l'eau et le 7 avril, Journée mondiale de la santé.

Pour en savoir plus et voir les outils :
<www.psiwater.org>



À surveiller

19.03.09

Dépôt du budget du gouvernement du Québec.

À l'agenda

23 au 27.03.09

Conseil fédéral et conseil fédéral extraordinaire, à St-Hyacinthe. Parmi les points à l'ordre du jour : suivi du plan d'action en organisation du travail, manifestation du 1^{er} mai, lutte à la privatisation, comité Jeunes, SISP, négociation nationale.

24.03.09

Le comité Jeunes tiendra un 5 à 7 sur la conciliation famille-travail lors du prochain conseil fédéral. Cette rencontre permettra aux jeunes déléguées de 30 ans et moins de clarifier les attentes des nouvelles générations et d'échanger sur les différentes solutions possibles.